Bruxelles : “Les mesures flamandes dans la périphérie visent aussi les flux d’immigrés”

01/11/2010 à 11h02

Le Comité du Haut-Commissariat de l’ONU aux droits de l’Homme vient de dénoncer une série de restrictions linguistiques imposées dans certaines communes flamandes. Le ministre-président bruxellois Charles Picqué y voit la confirmation que la Flandre est occupée à « *se racrapoter* ».

Interrogé par RTL-TVI, le chef du gouvernement de la Région-capitale a expliqué que ces mesures visaient à contrer un phénomène plus récent, celui de l’arrivée en périphérie de citoyens immigrés ou d’origine immigrée.

« *On ne veut plus que des francophones imposent le français dans la périphérie et donc on a pris des mesures visant des Belges de souche, mais parce que maintenant il en est d’autres qui arrivent, on fait barrage aux flux migratoires de sorte que Bruxelles se retrouve seule à devoir les gérer* », a-t-il dit en substance.

Selon M. Picqué, ce point de vue lui aurait été confirmé lors des dernières discussions institutionnelles.

Lesoir.be

(Merci à ACDC)